



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Vesoul, le 4 avril 2012

Unité Territoriale Centre
Antenne de Vesoul
Subdivision Centre 1

Nos réf. : UTC/PR/GF/VA 2012 - 0402A

Vos réf. :

Affaire suivie par : Gérard FUMEY

gerard.fumey@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 84 77 70 69

E-mail : ut-centre.dreal-fr.comte@developpement-durable.gouv.fr

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

-- --

Modification de certaines conditions d'exploitation

-- --

PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES VAIVRE-ET-MONTOILLE

-- --

Rapport de présentation au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques

-- --

1. Objet du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires

Le projet d'arrêté joint porte sur une modification des modalités de compensation des zones humides prévues par l'arrêté préfectoral n° 2048 du 18 juillet 2007 et par son annexe 11.

L'annexe 11 précitée est constituée par la convention signée entre le Syndicat Mixte d'Etudes et de Travaux pour l'Aménagement du Durgeon et de ses Affluents, et la société PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES. Cette convention prévoyait un certain nombre de travaux dont la finalité était :

- la restauration d'un cours naturel de la « Méline », cours d'eau de 1^{ère} catégorie à population de truite fario, sur un linéaire de l'ordre de 1500 m ;
- la reconnection de la « Méline » avec sa zone humide alluviale dans la plaine de la Vèze, celle-ci représentant sur ce secteur une superficie d'environ 30 hectares.

Cette convention fixait également le financement de ces mesures compensatoires par la société PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES à hauteur de 143 000 euros, ainsi qu'un échéancier prévisionnel qui programmait l'achèvement des aménagements pour fin 2009.

A ce jour, il est constaté qu'aucun des travaux prévus dans la convention n'a été réalisé. De plus, l'assemblée délibérante du SMETA, dans sa séance du 14 septembre 2011, a rejeté le projet de la « Méline » prévu dans la convention. Sans solution de substitution pouvant être finalisée à brève échéance, et considérant que la convention précitée arrivait à expiration le 26 avril 2012, la société PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES a proposé au préfet une solution alternative. Cette solution alternative, qui est portée par l'Etablissement Public Territorial du Bassin de la Saône et du Doubs, devra faire l'objet d'une convention.

Cette nouvelle convention signée entre l'Etablissement Public Territorial du Bassin de la Saône et du Doubs et la société PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES remplacera l'annexe 11 de l'arrêté préfectoral n° 2048 du 18 juillet 2007.

D'autre part, le présent projet d'arrêté de prescriptions complémentaires prévoit un délai maximum d'un an pour l'achèvement des travaux de réalisation des mesures compensatoires.

2 . Conclusion

L'inspection des installations classées propose qu'un avis favorable soit donné au projet d'arrêté de prescriptions complémentaires en pièce jointe, qui prévoit l'achèvement de la mise en place des mesures compensatoires sous un an au maximum.

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Gérard FUMEY	Eric FLEURENTIN	
Inspecteur des Installations Classées	Chef de l'Unité Territoriale Centre	